

Refonte du Master

Le gouvernement a du renoncer à introduire une sélection à l'entrée en M1. Le SNESUP, l'UNEF et bien d'autres dénonçaient ce malthusianisme et continuent d'agir pour un bilan réel du LMD et sa réorientation.

Echos des Conseils

PRES :

Les élus SNESUP au CA favorables à des coopérations souples tant en matière de formation que de recherche, préconisent de ne pas se précipiter vers une structure lourde, ils dénoncent le statut proposé d'EPCPS (d'autres structures pour le PRES sont possibles) qui recèle des dangers (éloignement des décisions, abandons de compétences) et insistent sur le fait que la création éventuelle d'un PRES doit se faire en toute clarté, dans un climat de confiance en précisant les étapes. Critiques des instances prévues tant le CA (20 membres pour 5 universités !) que le CS (appelé CCR et restreint aux seuls vice-présidents recherche).

La très large convergence des élus au CA sur ces analyses conduit le président Lussault à retirer le texte proposé.

Il sera amendé et le projet sera présenté en janvier devant le CS et le CEVU avant de repasser en février devant le CA. Le SNESUP organisera des réunions sur les sites.

RUSF (*Réseau université sans frontières*) un comité local sur Tours, des actions un peu partout en France contre l'expulsion d'étudiants régulièrement inscrits et suivant les cursus de formation. Un vote sans ambiguïté au CNESER contre la reconduite à la frontière de 25 étudiants de Clermont-ferrand

Turbulences sur la formation des enseignants. Le cahier des charges de ces formations découple les aspects disciplinaires, didactiques et professionnels, l'intégration des IUFM aux universités (prévue par la Loi Fillon) s'effectue sans cadrage national. Cette intégration, soit à Tours soit à Orléans, fait naître des inquiétudes, si volonté et moyens ne sont pas concentrés pour donner pleine efficacité dans les missions universitaires des futurs PE, PLC, PLP.

Cette lettre vous donne envie d'écrire à votre tour ? Bravo !

Nous publions des chroniques, des échos des diverses composantes de l'Université François Rabelais.

Contacts : snesup@univ-tours, fabbri@univ-tours
Toute l'actualité du supérieur sur www.snesup.fr

La section SNESUP de Tours présente ses meilleurs vœux pour 2007 à tous les lecteurs

Les rendez-vous à Tours

Congrès FSU 37 les 16 et 17 janvier à Saint-Avertin

Elections universitaires

1) Scrutin de représentativité du CTPMESR
électeurs : PRAG/PRCE, hospitalo-universitaires, vacataires : mardi 23 janvier 2007

2) CNESER mars 2007

3) CNU septembre 2007

Le SNESUP appelle au soutien et au vote pour les listes syndicales unitaires et ouvertes.

Pour la préparation des listes dans les 70 sections du CNU, le SNESUP invite les collègues enseignants-chercheurs à débattre et à rencontrer les élus sortants de notre université (mathématiques, histoire,...) en février prochain

Votez pour

Renforcer la démocratie, par des élus qui défendent un programme, qui préparent et rendent compte des débats... dans l'intérêt partagé de tous.

Défendre les droits et statuts des personnels (congrés, qualifications, services d'enseignement...)

Promouvoir l'accès à la recherche de tous les personnels enseignants.

la section syndicale SNESUP de Tours, ouverte à tous les enseignants du supérieur, quelque soit le statut se réunit jeudi 18 janvier à partir de 15h 30 site tanneurs salle 34 bis

Enseignement Supérieur et Recherche, budget : le compte n'y est pas !

Les créations d'emplois au budget 2007 sont inférieures à celles annoncées (3 enseignants-chercheurs, 5 BIATOS) La DGF (dotation globale de fonctionnement) est insuffisante, juste une rallonge de 110 000 euros cette année alors que les transferts de charges se multiplient. Les contrats ANR induisent une forte augmentation des dépenses contractuelles (post-docs, parfois doctorants en SHS). A Tours, au nom des élus SNESUP Jean Fabbri s'inquiète de l'augmentation d'une forme sérieuse de précarité, il demande un suivi des personnes concernées.

La lettre d'Alcofribas

n°14
janvier 2007
(seconde édition)

**Les « promesses » tardives de J Chirac le 4 janvier
d'une priorité au supérieur sont un aveu d'échec !**